

Face au défi de la farce démocratique, inventer la démocratie de demain



Samir Amin سمير أمين

Au regard de ce qu'il appelle la « farce démocratique », Samir Amin soulève une question essentielle : « Renoncer à l'élection ? » La réponse est négative mais induit une nouvelle interrogation : « Comment associer des formes de démocratisation nouvelles, riches, inventives, permettant de faire de l'élection un usage autre que celui que les forces conservatrices conçoivent » ? Pour Amin, tel est le défi.

Le suffrage universel est une conquête récente, amorcée par les luttes des travailleurs au 19^{ème} siècle dans quelques pays européens (l'Angleterre, la France, les Pays Bas, la Belgique), puis progressivement étendue au monde entier. Aujourd'hui il va s'en dire, partout sur la planète, que la revendication du pouvoir suprême délégué à une Assemblée élue, correctement, sur une base pluripartite – que cette Assemblée soit législative ou constitutionnelle selon les circonstances – définit l'aspiration démocratique et, ajouterais-je, en assure la réalisation, prétend-on.

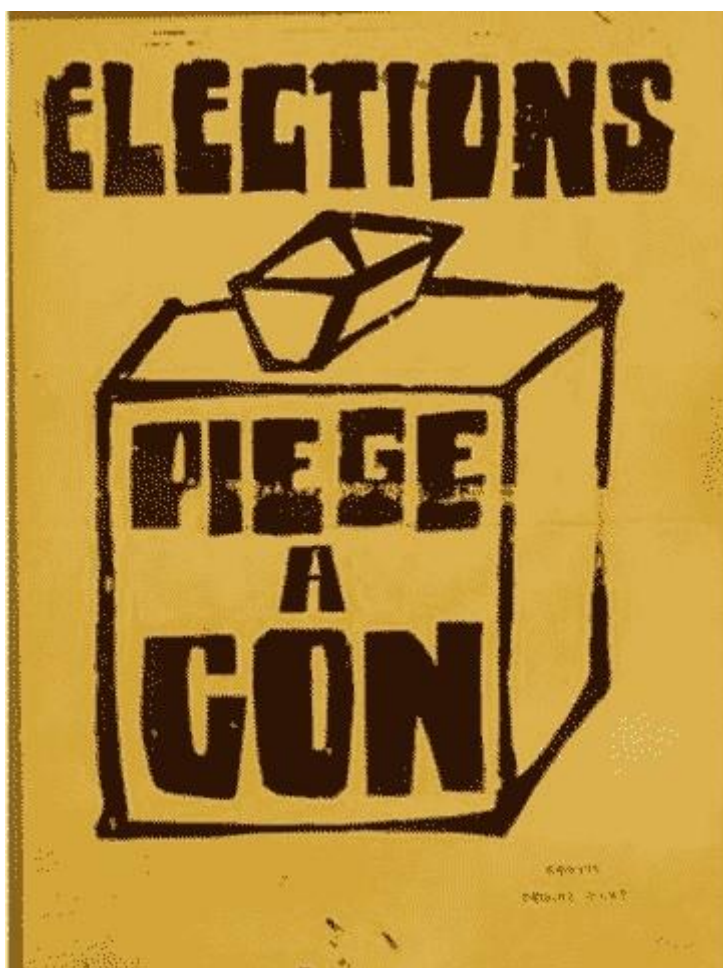
Marx lui-même avait placé de grands espoirs dans ce suffrage universel, « voie pacifique possible vers le socialisme ». J'ai écrit que sur ce point les attentes de Marx ont été démenties par l'histoire (cf. Marx et la démocratie).

Je crois que la raison de cet échec de la démocratie électorale n'est pas difficile à découvrir : toutes les sociétés, jusqu'à ce jour sont fondées sur un système double d'exploitation du travail (quelles qu'en soient les formes) et de concentration du pouvoir d'Etat au bénéfice de la classe dirigeante. Cette réalité fondamentale produit une relative « dépolitisation/déculturation » de très larges segments de la société. Et cette production, largement conçue et mise en œuvre pour remplir la fonction systématique attendue d'elle, est simultanément la condition de reproduction du système, sans changements « autres que ceux qu'il peut contrôler et absorber, la condition de sa stabilité. Ce que l'on définit comme « le pays profond », c'est-à-dire le pays profondément endormi. L'élection au suffrage universel, dans ces conditions, est une garantie pour la victoire assurée du conservatisme (fut-il réformateur).

C'est pourquoi il n'y a jamais eu de changement dans l'histoire qui ait été produit par ce mode de gestion fondé sur le « consensus » (de non changement). Tous les changements ayant une portée transformatrice

réelle de la société, même les réformes (radicales) ont toujours été le produit de luttes, conduites par ce qui peut apparaître en termes électoraux comme des « minorités ». Sans l'initiative de ces minorités qui constituent l'élément moteur dans la société, pas de changement possible. Les luttes en question, engagées de la sorte, finissent toujours – quand les alternatives qu'elles proposent sont clairement et correctement définies – par entraîner les « majorités » (silencieuses au départ), voire être ensuite entérinées par le suffrage universel, qui vient après – non avant – la victoire.

Dans notre monde contemporain, le « consensus » (dont le suffrage universel définit les frontières) est plus conservateur que jamais. Dans les centres du système mondial ce consensus est pro-impérialiste. Non pas au sens qu'il implique nécessairement la haine ou le mépris des autres peuples qui sont ses victimes, mais au sens plus banal que la permanence de la ponction de la rente impérialiste est acceptée, parce qu'elle est la condition de reproduction de la société dans son ensemble, la garantie de son « opulence » faisant contraste avec la misère des autres. Dans les périphéries, les réponses des peuples au défi (à la paupérisation produite par le déploiement de l'accumulation capitaliste/impérialiste) restent confuses, dans ce sens qu'elles véhiculent toujours une dose d'illusions passéistes fatales.



Dans ces conditions le recours à « l'élection » est toujours conçu par les pouvoirs dominants comme le moyen par excellence de freiner le mouvement, de mettre un terme au potentiel de radicalisation des luttes. « Elections, piège à cons » disaient quelques-uns en 1968, non sans avoir été confirmés dans les faits. Vite, une Assemblée élue, aujourd'hui en Tunisie et en Egypte, pour mettre un terme au « désordre », stabiliser. Changer tout pour ne rien changer

Alors ? Renoncer à l'élection ? Non. Mais comment associer des formes de démocratisation nouvelles,

riches, inventives, permettant de faire de l'élection un usage autre que celui que les forces conservatrices conçoivent. Tel est le défi.

LE DECOR THEATRAL DE LA FARCE DEMOCRATIQUE

Ce décor théâtral a été inventé par les pères fondateurs des Etats-Unis, dans l'intention exprimée avec une lucidité parfaite d'éviter que la démocratie électorale ne devienne un instrument utilisé par le peuple pour mettre en question l'ordre social, fondé sur la propriété privée (et l'esclavage !). Dans cet esprit, la Constitution en question est fondée sur l'élection d'un président (une sorte de « Roi élu ») qui concentre des pouvoirs essentiels. Le « bipartisme », auquel conduit naturellement la campagne électorale présidentielle, tend progressivement à devenir ce qu'il est désormais : l'expression d'un « parti unique » - bien entendu celui du capital des monopoles depuis la fin du 19^{ème} siècle – s'adressant à des « clientèles » qui pensent se distinguer les unes des autres.

La farce démocratique se manifeste alors à travers une possible « alternance » (en l'occurrence aux Etats-Unis les Démocrates et les Républicains), sans que celle-ci ne puisse s'élever au niveau des exigences d'une alternative (offrant la possibilité d'options nouvelles radicalement différentes). Et sans perspective d'alternative possible, la démocratie n'existe pas. La farce est fondée sur l'idéologie du « consensus » (!), négateur par définition du conflit sérieux des intérêts et des visions de l'avenir. L'invention des « primaires » qui invitent l'ensemble du corps électoral (ses composantes dites de droite ou de gauche !) à s'exprimer pour le choix de chacun des deux faux adversaires accentue encore la dérive annihilatrice de la portée des élections.

Jean Monnet, un authentique anti-démocrate (raison pour laquelle il est célébré à Bruxelles comme le fondateur de la « nouvelle démocratie européenne » !), parfaitement conscient de ce qu'il voulait (copier le modèle américain), a déployé tous ses efforts – une tradition scrupuleusement mise en œuvre dans l'Union Européenne – pour déposséder les Assemblées élues de leurs pouvoirs au bénéfice de « comités de technocrates ».

Sans doute la farce démocratique fonctionne-t-elle sans grand problème dans les sociétés opulentes de la triade impérialiste (Etats-Unis, Europe occidentale, Japon), parce qu'elle est soutenue par la rente impérialiste (réf. mon ouvrage, La loi de la valeur mondialisée). Mais elle est également renforcée dans sa puissance convaincante par le consensus autour de l'idéologie de « l'individu » et par le respect réel de « droits » (eux-mêmes conquis par les luttes, ce qu'on oublie de signaler), la pratique de l'indépendance du pouvoir judiciaire (encore que celle des Etats-Unis, fondée sur l'élection des juges, appelés à flatter « l'opinion », s'inscrit contre cette indépendance), et l'institutionnalisation complexe de la pyramide garante des droits.

L'Europe continentale n'a pas connu la même histoire de l'écoulement sans heurt des eaux du long fleuve tranquille de la farce démocratique. Au 19^{ème} siècle (et même jusqu'en 1945), les combats pour la démocratie, à la fois ceux inspirés par la bourgeoisie capitaliste et les classes moyennes et ceux conduits par les classes ouvrières et populaires, se heurtaient aux résistances des « anciens régimes ». D'où leurs avancées et reculs chaotiques. Marx pensait que cette résistance constituait un obstacle que les Etats-Unis ignoraient, à leur avantage. Il avait tort et sous estimait que dans un mode capitaliste « pur » (comme celui des Etats-Unis en comparaison de l'Europe) la « surdétermination » des instances, c'est-à-dire la conformité des évolutions propres à la super structure idéologique et politique s'ajustant automatiquement à celles répondant aux exigences de la gestion de la société par les monopoles capitalistes, produirait fatalement ce que les sociologues conventionnels qualifient de « totalitarisme ». Lequel s'applique au monde capitaliste impérialiste plus qu'à tout autre. Je renvoie ici à ce que j'ai écrit ailleurs concernant la « sous-détermination

» et les ouvertures qu'elle offre.

Au 19^{ème} siècle, en Europe (mais aussi à l'époque, bien qu'à un moindre degré, aux Etats-Unis), les blocs historiques construits pour assurer le pouvoir du capital ont été par la force des choses – la diversité des classes et des segments de classes – complexes et changeants. De ce fait, les conflits électoraux pouvaient donner l'apparence d'un fonctionnement démocratique réel. Mais progressivement, avec la substitution de la domination du capital des monopoles à la diversité des blocs capitalistes, cette apparence s'est estompée. Le virus libéral (titre d'un de mes ouvrages) a fait le reste : aligner progressivement l'Europe sur le modèle des Etats-Unis.

Le conflit entre les puissances capitalistes majeures a contribué à cimenter les segments des blocs historiques, amenant la domination du capital par le recours au « nationalisme ». Il est même arrivé – dans les exemples de l'Allemagne et de l'Italie en particulier – que le « consensus nationaliste » ait été substitué au programme démocratique de la révolution bourgeoise.

La dérive est aujourd'hui presque achevée. Les partis communistes de la 3^{ème} internationale avaient tenté de s'y opposer, à leur manière, même si « l'alternative » (le modèle soviétique) demeurait d'une attraction discutable. Ayant échoué à construire durablement des blocs alternatifs, ils ont fini par capituler, en se ralliant à la soumission au système de la farce démocratique électorale. Ce faisant, la gauche radicale constituée par leurs héritiers (en Europe le groupe de la gauche unie au parlement de Bruxelles) renonce à toute perspective de « victoire électorale » vraie. Elle se contente de survivre sur les strapontins octroyés aux « minorités » (5 % ou 10 % au mieux du « corps électoral »). Transformés en coterie d'élus dont la seule préoccupation est de conserver ces places misérables dans le système – et qui tient lieu de « stratégie » - la gauche radicale renonce à l'être véritablement. Que cela fasse le jeu de démagogues néo fascistes ne devrait pas, dans ces conditions, surprendre.

La soumission à la farce démocratique est intériorisée par un discours auto qualifié de « post moderniste » qui, tout simplement, refuse d'en reconnaître l'importance des effets destructeurs. Qu'importe les élections, l'essentiel se passe ailleurs, dit-on : dans la « société civile » (concept confus sur lequel je reviendrai) où les individus seraient devenus ce que le virus libéral prétend qu'ils sont – alors qu'ils ne le sont pas ! – les sujets de l'histoire. La « philosophie » de Negri, que j'ai critiquée ailleurs, exprime cette démission.

Mais la farce démocratique, qui ne fait pas l'objet de rejet dans les sociétés opulentes de la triade impérialiste, ne fonctionne pas dans les périphéries du système. Ici, dans la zone des tempêtes, l'ordre en place ne bénéficie d'aucune légitimité suffisante pour permettre la stabilisation de la société. L'alternative se dessine-t-elle alors en filigrane dans les « éveils du Sud » qui ont marqué le 20^{ème} siècle et poursuivent leurs chemins au 21^{ème} ?

THEORIES ET PRATIQUES DES AVANT-GARDES ET DES DESPOTISMES ECLAIRES

La tempête n'est pas synonyme immédiat de la révolution, mais seulement porteuse potentielle d'avancées révolutionnaires.

Les réponses des peuples des périphéries, inspirées de l'idéal du socialisme radical - à l'origine tout au moins (Russie, Chine, Vietnam, Cuba) - ou de la libération nationale et du progrès social (à l'époque de Bandung en Asie et en Afrique, en Amérique latine), ne sont pas simples. Elles associent, à des degrés variables, des composantes à vocation progressiste universaliste et d'autres de nature passéiste. Démêler les interférences conflictuelles et/ou complémentaires entre ces tendances aidera à formuler – plus loin dans ce

texte – les formes possibles d'avancées démocratiques authentiques.

Les marxismes historiques de la 3ème internationale (le marxisme léninisme russe et le maoïsme chinois) ont délibérément et intégralement rejeté le passéisme. Ils ont opté pour un regard tourné vers l'avenir, dans un esprit universaliste émancipateur au sens plein du terme. Cette option a sans doute été facilitée, en Russie, par la longue préparation qui a permis aux « occidentalistes » (bourgeois) de l'emporter sur les « slavophiles » et les « eurasiens » (alliés de l'Ancien Régime), en Chine par la révolution des Taipings (je renvoie ici à mon étude : la Commune de Paris et la Révolution des Taipings).

Simultanément ces marxismes historiques optaient d'emblée pour une conceptualisation du rôle des « avant-gardes » dans la transformation des sociétés. Ils donnaient une forme institutionnalisée à cette option, symbolisée par le « parti ». On ne peut pas dire que cette option ait été inefficace. Bien au contraire elle a été certainement à l'origine des victoires des révolutions en question. L'hypothèse que l'avant-garde minoritaire gagnerait le soutien de l'immense majorité s'est révélée fondée. Mais en même temps l'histoire ultérieure a démontré les limites de cette efficacité. Car le maintien de l'essentiel des pouvoirs dans les mains de ces « avant-gardes » n'est certainement pas étranger aux dérives ultérieures des systèmes « socialistes » qu'ils ont prétendu mettre en place.

La théorie et la pratique des marxismes historiques en question ont-elles été celles de « despotismes éclairés » ? On ne peut le dire qu'à condition de préciser ce que furent et ce que sont devenus – progressivement – les objectifs de ces despotismes éclairés. En tout cas ils ont été jusqu'au bout « anti passésistes ». Leurs comportements à l'égard de la religion – assimilée à l'obscurantisme et rien d'autre – en témoignent. Je me suis exprimé ailleurs sur les nuances qu'on pourrait apporter à ce jugement (voir L'internationale de l'obscurantisme).

Le concept d'avant-garde a été largement adopté ailleurs que dans les sociétés révolutionnaires considérées. Il a été à la base de ce que furent les partis communistes du monde entier, des années 1920 aux années 1980. Il a trouvé sa place dans les régimes nationaux populaires du tiers monde contemporain.

Par ailleurs, ce concept d'avant-garde donnait à la théorie et à l'idéologie une importance décisive, laquelle impliquait à son tour la valorisation du rôle des « intellectuels » (révolutionnaires s'entend), ou mieux de l'intelligentsia. Intelligentsia n'est pas synonyme de classes moyennes éduquées, encore moins de cadres, bureaucrates, technocrates, ou universitaires (les « élites » dans le jargon anglo-saxon). Il s'agit d'un groupe social qui n'émerge comme tel que dans certaines conditions propres à certaines sociétés et devient alors un agent actif important, parfois décisif. En dehors de la Russie et de la Chine, on retrouve un phénomène analogue en France, en Italie et peut être dans d'autres pays, mais certainement ni en Grande Bretagne et aux Etats-Unis, ni en Europe du nord en général.

En France, pendant la majeure partie du 20ème siècle, l'intelligentsia a occupé une place importante dans l'histoire de ce pays, au demeurant reconnu par les meilleurs historiens. C'était peut être là un effet indirect de la Commune de Paris, au cours de laquelle l'idéal de la construction d'un stade plus avancé de la civilisation en sortant du capitalisme s'était exprimé comme nulle part ailleurs (cf. mon article sur la Commune)

En Italie, le Parti communiste de l'après fascisme a rempli des fonctions analogues. Comme l'analyse avec lucidité Luciana Castellina, les communistes – une avant-garde fortement soutenue par la classe ouvrière mais toujours minoritaire en termes électoraux – ont véritablement construit à eux seuls la démocratie italienne. Ils exerçaient « dans l'opposition » - à l'époque – un pouvoir réel dans la société bien plus considérable qu'associés au « gouvernement » par la suite ! Leur véritable suicide, inexplicable autrement que par la médiocrité des leaders qui ont succédé à Berlinguer, a fait disparaître, avec eux, l'Etat et la

démocratie dans la péninsule.

Ce phénomène de l'intelligentsia n'a jamais existé aux Etats Unis et dans l'Europe protestante du Nord. Ce qu'on appelle ici « l'élite » - le choix du terme est significatif - n'est guère composée d'autres que de serviteurs du système, fussent-ils « réformateurs ». La philosophie empiriste / pragmatiste, qui occupe ici la scène entière de la pensée sociale, a certainement renforcé les effets conservateurs de la réforme protestante dont j'ai proposé ailleurs la critique (L'Eurocentrisme, modernité, religion, démocratie). L'anarchiste allemand – Rudolf Rocker - est l'un des rares penseurs européens à avoir exprimé un jugement voisin du mien ; mais la mode veut – depuis Weber et contre Marx – que la réforme protestante soit célébrée sans examen comme une avancée progressiste !

Dans les sociétés de la périphérie en général, au-delà des cas flagrants de la Russie et de la Chine, et pour les mêmes raisons, les initiatives prises par des « avant-gardes », souvent intelligentsistes, ont bénéficié du ralliement et du soutien de larges majorités populaires. La forme la plus fréquente de ces cristallisations politiques dont les interventions ont été décisives dans « l'éveil du Sud » a été celle du (ou des) « populisme ». Théorie et pratique raillées par les « élites » (à l'anglo-saxone – « pro système »), mais défendues et en sorte réhabilitées par Ernesto Laclau avec des arguments solides que je reprendrai en bonne partie à mon compte.

Bien entendu il y a autant de « populismes » que d'expériences historiques qualifiées de telles. Les populismes sont souvent associés à des personnages dits « charismatiques » dont l'autorité de la « pensée » est acceptée sans grand débat. Les avancées réelles (sociales et nationales) qui leur ont été associées dans certaines conditions m'ont amené à qualifier ces régimes de « nationaux populaires ». Etant entendu que ces avancées n'ont jamais été soutenues ni par une pratique démocratique conventionnelle, « bourgeoise », encore moins par l'amorce de pratiques allant au-delà, comme celles dont je dessinerai les lignes possibles plus loin dans ce texte. Ce fut le cas de la Turquie d'Ataturk, probablement l'initiatrice du modèle pour le Moyen Orient, plus tard de l'Egypte nassérienne, des régimes du Baas première époque, de l'Algérie du FLN. Des expériences analogues, dans des conditions différentes, avaient été développées dans les années 1940 et 1950 en Amérique Latine. La « formule », parce qu'elle répond à des besoins et des possibilités réelles, est loin d'avoir perdu son potentiel de renouvellement. Je qualifierai donc volontiers de « nationales populaires » certaines expériences en cours en Amérique Latine, sans omettre de signaler que sur le plan de la démocratisation celles-ci ont incontestablement amorcé des avancées inconnues dans celles qui les ont précédé.

J'ai proposé quelques analyses concernant les raisons des succès des avancées réalisées dans ce cadre dans quelques pays du Moyen Orient (l'Afghanistan, le Yémen du Sud, le Soudan, l'Irak) qui paraissaient plus prometteuses que d'autres, mais aussi les raisons de leurs échecs dramatiques.

Quoiqu'il en soit il faut se garder de généraliser et de simplifier, comme le font la majorité des commentateurs occidentaux fixés sur la seule « question démocratique », elle-même réduite à la formule de ce que j'ai décrit comme une farce démocratique. Dans les pays de la périphérie, cette farce prend le plus souvent l'allure d'une caricature extrême. Sans être des « démocrates », certains leaders de régimes nationaux populaires ont été des « grands réformateurs » (progressistes), charismatiques ou pas. Nasser en est un bel exemple. Mais d'autres n'ont guère été que des polichinelles inconsistants, comme Khadafi, ou de vulgaires despotes « non éclairés » (d'ailleurs fort peu charismatiques) comme Ben Ali, Moubarak et bien d'autres. Au demeurant ces dictateurs n'ont pas dirigé des expériences nationales populaires. Ils n'ont guère organisé que le pillage de leur pays par des mafias associées à leur personne. De ce fait ils ont simplement été comme Suharto et Marcos des agents d'exécution des puissances impérialistes qui ont d'ailleurs salué et soutenu leurs pouvoirs jusqu'au bout.

LE PASSEISME, ENNEMI DE LA DEMOCRATIE

Les limites propres à chacune et à toutes les expériences nationales populaires (ou « populistes ») dignes de cette qualification trouvent leur origine dans les conditions objectives qui caractérisent les sociétés de la périphérie du monde capitaliste / impérialiste contemporain. Celles-ci sont évidemment diverses. Mais au-delà de cette diversité certaines convergences importantes permettent de projeter quelque lumière sur les raisons de leurs succès puis de leurs reculs.

La persistance d'aspirations « passéistes » n'est pas le produit de « l'arriération » solide des peuples concernés (le discours habituel sur le sujet) mais celui d'une mesure correcte du défi. Tous les peuples et les nations des périphéries n'ont pas seulement été soumis à l'exploitation économique féroce du capital impérialiste, ils ont été, de ce fait, soumis tout autant à l'agression culturelle. La dignité de leurs cultures, de leurs langues, de leurs coutumes, de leur histoire a été niée avec le plus grand mépris. Il n'est pas surprenant que ces victimes du colonialisme externe ou interne (les Indiens d'Amérique) associent naturellement leur libération sociale et politique à la restauration de leur dignité nationale.

Mais à son tour ces aspirations légitimes invitent à tourner les regards vers le passé exclusivement, en espérant y trouver la réponse aux questions d'aujourd'hui et de demain. Le risque est alors réel de voir le mouvement d'éveil et de libération des peuples concernés s'enfermer dans des impasses tragiques, dès lors que le « passéisme » est pris comme axe central du renouveau recherché.

L'histoire de l'Egypte contemporaine illustre à la perfection la transformation de la complémentarité nécessaire entre la perspective universaliste ouverte sur l'avenir, associée à la restauration de la dignité du passé en un conflit entre deux choix formulés en termes absolus : ou bien « s'occidentaliser » (au sens vulgaire du terme, en reniant le passé), ou bien « retourner au passé » (sans critique).

Le vice Roi Mohamed Ali (1804-1849) et les Khédives jusqu'aux années 1870 ont fait l'option d'une modernisation ouverte à l'adoption des formules des modèles européens. On ne peut pas dire que cette option était celle d'une « occidentalisation » de pacotille. Les chefs de l'Etat égyptien donnaient toute son importance à l'industrialisation moderne du pays et non pas à l'adoption du seul modèle de consommation des Européens. Ils intériorisaient l'assimilation des modèles européens, l'associant au renouveau de la culture nationale et contribuant à la faire évoluer dans le sens de la laïcité. Leurs efforts de soutien à la rénovation de la langue en témoignent. Certes le modèle européen en question était celui du capitalisme et sans doute n'avaient-ils pas pris la mesure exacte du caractère impérialiste de celui-ci. Mais on ne saurait le leur reprocher. Et lorsque le Khédivé Ismail proclame son objectif – « faire de l'Egypte un pays européen » - il devance de 50 ans Atatürk et entend associer cette « européanisation » à la renaissance nationale et non pas au reniement de celle-ci.

Les insuffisances de la Nahda culturelle de l'époque (son incapacité à comprendre ce que la Renaissance européenne avait été), et le caractère « passéiste » dominant des concepts de la Nahda, sur lesquels je me suis prononcé dans d'autres écrits, ne font pas mystère.

Il reste que c'est précisément la vision à dominante passéiste qui va s'imposer au mouvement de renouveau national à la fin du 19ème siècle. J'en ai proposé une explication : la défaite du projet « moderniste » qui avait occupé le devant de la scène de 1800 à 1870 a entraîné le plongeon de l'Egypte dans la régression. Or l'idéologie du refus de ce déclin s'est cristallisée dans ce moment de régression, avec toutes les tares que cela risquait d'impliquer. Les fondateurs du nouveau Parti National (Al hisb al watani), à la fin du 19ème siècle, Moustapha Kamel et Mohamed Farid, choisissent le passéisme comme axe central de leur combat, comme en témoignent entre autre leurs illusions « ottomanistes » (s'appuyer sur Istanbul contre les Anglais).

L'histoire allait prouver l'inanité de ce choix. La révolution nationale et populaire de 1919-1920 n'a pas été dirigée par le Parti Nationaliste, mais par son adversaire « moderniste », le Wafd. Taha Hussein reprend d'ailleurs le slogan du Khédive Ismail : « européeniser » l'Égypte, soutenir à cette fin la nouvelle Université et marginaliser l'Azhar.

La tendance passéiste, héritée du Parti Nationaliste, glisse alors dans l'insignifiance. Son leader – Ahmad Hussein - n'est dans les années 1930 que le chef d'un parti minuscule, au demeurant attiré par le fascisme. Mais cette tendance va se retrouver fortement présente au sein des officiers libres qui renverseront le Roi en 1952.

Les ambiguïtés du projet nassérien sont le produit de ce recul dans le débat sur la nature du défi. Nasser tente d'associer une certaine modernisation, encore une fois pas de pacotille, fondée sur l'industrialisation, au soutien des illusions passéistes. Peu importe que le projet nassérien s'inscrive désormais – ou pense s'inscrire – dans une perspective « socialiste », évidemment inconnue au 19^{ème} siècle. Son attirance pour le passéisme reste présente. Ses options concernant la « modernisation de l'Azhar », dont j'ai fait la critique, en témoignent.

Le conflit entre les visions « modernistes, universalistes » des uns et celles « passéistes intégrales » des autres occupe toujours le devant de la scène en Égypte. Les premières sont désormais défendues principalement par la gauche radicale (en Égypte la tradition communiste, puissante dans les années de l'après seconde guerre mondiale), entendues par les classes moyennes éclairées, les syndicats ouvriers et encore davantage par les nouvelles générations. Le passéisme a glissé davantage à droite avec les frères Musulmans, adopté des positions extrêmes de l'interprétation la plus archaïque de l'Islam, celle promue par l'Arabie Saoudite (le wahabisme).

On pourrait sans grande difficulté faire ressortir le contraste entre cette évolution enfermant l'Égypte dans l'impasse et la voie adoptée par la Chine depuis la révolution des Taipings, reprise et approfondie par le maoïsme : la construction de l'avenir passe par la critique radicale du passé. « L'émergence » dans le monde moderne et, partant, le déploiement de réponses efficaces au défi, y compris l'engagement dans la voie de la démocratisation dont je proposerai les lignes directrices plus loin dans ce texte, sont conditionnés par le refus de faire du passéisme l'axe central du renouveau.

Ce n'est donc pas un hasard si la Chine se situe à l'avant-garde des pays « émergents » d'aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard non plus si dans la région du Moyen Orient, c'est la Turquie et non l'Égypte, qui fait partie du peloton. La Turquie – même celle de l'AKP « islamiste » - bénéficie de la rupture que le kémalisme avait constitué en son temps. Mais la différence entre la Chine et la Turquie demeure décisive : le choix « moderniste » de la Chine s'inscrit dans une perspective qui se voudrait « socialiste » (et la Chine est en conflit avec l'hégémonisme des États-Unis, c'est-à-dire avec l'impérialisme collectif de la Triade), une perspective qui véhicule des chances de progrès, tandis que le choix de la « modernité » de la Turquie contemporaine, qui n'imagine pas sortir de la logique de la mondialisation contemporaine, n'a pas d'avenir. Son succès apparent n'est que provisoire.

L'association entre la tendance moderniste et la tendance passéiste se retrouve dans tous les pays du grand Sud (les périphéries), dans des formules évidemment diverses. La confusion produite par cette association trouve l'une de ses manifestations les plus éclatantes dans la profusion des discours ineptes concernant « les formes prétendues démocratiques du passé », portées aux nues sans critique. L'Inde indépendante fait ainsi l'éloge des « panchayat », les Musulmans de la « shura », les Africains de « l'arbre à palabre », comme si ces formes de vie sociale du passé avaient à voir avec les défis du monde moderne. L'Inde est-elle bien la plus grande démocratie (par le nombre des électeurs) de la planète ? Ou bien cette démocratie électorale reste une farce tant que le critique radicale du système des castes (bel et bien hérité du passé) n'aura pas été conduite

jusqu'à son terme : l'abolition des castes. La « shura » reste le véhicule de la mise en œuvre de la Sharia, interprétée dans son sens le plus réactionnaire, ennemi de la démocratie.

Les peuples de l'Amérique Latine sont confrontés aujourd'hui à ce même problème. On comprend sans difficulté la légitimité des revendications « indigénistes », dès lors qu'on prend la mesure de ce que fut le colonialisme interne ibérique. Il reste que certains de ces discours indigénistes sont peu critiques des passés indiens concernés. Mais d'autres le sont et font avancer des concepts associant d'une manière radicalement progressiste les exigences universalistes et le potentiel représenté par l'évolution des héritages du passé. Les débats boliviens sont probablement sur ce plan d'une grande richesse. L'analyse critique des discours indigénistes en question, faite par François Houtart (El concepto de Sumai Kwasai) éclaire nos lanternes. L'ambiguïté est levée par cette étude remarquable qui passe en revue ce qui me semble constituer la totalité probable des discours sur le sujet.

La contribution – négative – du passéisme à la construction du monde moderne tel qu'il est n'est pas l'apanage des peuples des périphéries. En Europe, au-delà de son quart nord-ouest, les bourgeoisies étaient trop faibles pour s'engager dans des révolutions comme en Angleterre ou en France. L'objectif « national » - particulièrement en Allemagne et en Italie, mais plus tard ailleurs vers l'Est et le Sud du continent- a servi de moyen de mobilisation et de paravent à des compromis mi-bourgeois, mi-« anciens régimes ». Le passéisme mobilisé ici n'était pas « religieux » mais « ethnique », fondé sur une définition ethnocentriste de la nation (Allemagne) ou la lecture mythologique de l'histoire romaine (Italie). Le désastre est là – le fascisme et le nazisme – pour illustrer le caractère archi-réactionnaire, certainement anti-démocratique, du passéisme dans ces formes « nationales ».

L'alternative universaliste : la démocratisation authentique et entière et la perspective socialiste

Je parlerai ici de démocratisation et non de démocratie. Cette dernière, réduite comme elle l'est dans les formules imposées par les pouvoirs dominants, est une farce, ai-je dit. La farce électorale produit un parlement « bidon » impuissant, le gouvernement n'étant responsable que devant le FMI et l'OMC, c'est-à-dire les instruments des monopoles de la triade impérialiste. La farce démocratique est alors complétée par le discours « droits-de-l'homme » qui insiste sur le respect du droit à la protestation, à condition que celle-ci ne puisse être en mesure de remettre en question le pouvoir suprême des monopoles. Au-delà on la criminalise, en l'associant au « terrorisme ».

La démocratisation, conçue en contrepoint comme entière, c'est-à-dire concernant tous les aspects de la vie sociale, y compris bien entendu la gestion de l'économie, ne peut être qu'un processus sans fin ni frontières, le produit des luttes et de l'imagination inventive des peuples. La démocratisation n'a de sens, d'authenticité, que si elle mobilise ces puissances inventives, dans la perspective de la construction d'un stade plus avancé de la civilisation humaine. Elle ne peut donc être enfermée dans un formulaire (« *blue print* ») prêt-à-porter. Mais il n'en demeure pas moins nécessaire de proposer les lignes directrices du mouvement dans sa direction générale et dans la définition des objectifs stratégiques d'étape possibles.

Le combat pour la démocratisation est un combat. Il exige donc mobilisation, organisation, choix des actions, vision stratégique, sens de la tactique, politisation des luttes. Sans doute ces formes ne peuvent-elles pas être

décrétées à l'avance, à partir de dogmes sanctifiés. Mais leur identification reste incontournable. Car il s'agit bel et bien de faire reculer le système des pouvoirs en place, et en perspective de lui substituer un autre système de pouvoirs. Sans doute la formule de « la » révolution qui substitue d'emblée le pouvoir du peuple à celui du capital, sanctifiée, doit-elle être abandonnée. Des avancées révolutionnaires sont possibles, fondées sur celles de pouvoirs nouveaux, populaires, réels, qui font reculer ceux qui continueront à défendre les principes de reproduction de l'inégalité. Au demeurant Marx n'a jamais formulé cette théorie de « la révolution grand soir et solution définitive » ; il a toujours au contraire insisté sur la longue transition caractérisée par ce conflit des pouvoirs, les anciens en déclin et les nouveaux en essor.

Abandonner la question du pouvoir c'est jeter le bébé avec l'eau du bain. Croire que la société peut être transformée sans la destruction, fût-elle progressive du système du pouvoir en place relève de la naïveté la plus extrême. Car tant que les pouvoirs en place restent ce qu'ils sont, loin d'être « dépossédés » par le changement social, ils sont en mesure de capter celui-ci, de le soumettre, de l'intégrer dans le renforcement – et non l'affaiblissement – du pouvoir du capital. La triste dérive de l'écologisme, devenu champ nouveau ouvert à l'expansion du capital, en témoigne. Éluder la question du pouvoir, c'est placer les mouvements dans une situation qui ne leur permet pas de passer à l'offensive, les contraindre à rester sur des positions de défensive, de résistance aux offensives de ceux qui disposent du pouvoir, et donc de l'initiative. Doit-on s'étonner que Negri, le « prophète » de cette litanie à la mode, se soit écarté de Marx pour retourner à Saint-François d'Assise, dont il était parti ? Doit-on s'étonner que ses thèses soient célébrées par le New York Times ?

Les luttes sociales et politiques (indissociables) pourraient se donner quelques grands objectifs stratégiques, que je proposerai dans ce qui suit, pour le débat théorique et politique confronté en permanence à la pratique des luttes, à leurs avancées et à leurs échecs.

D'abord renforcer les pouvoirs des travailleurs sur les lieux de leur travail, dans leurs luttes quotidiennes contre le capital. C'est, dit-on, la vocation des syndicats. Oui, mais à condition que ceux-ci soient des instruments de lutte réels. Ce qu'ils ne sont plus guère, surtout les « grands syndicats », prétendus « forts » parce qu'ils rassemblent de grandes majorités parmi les travailleurs concernés. Cette force apparente est leur faiblesse réelle parce que les syndicats concernés se croient alors contraints de « s'ajuster » aux revendications consensuelles, modestes à l'extrême. Doit-on s'étonner que les classes ouvrières en Allemagne et en Grande-Bretagne (pays de « syndicats puissants », dit-on) ont accepté les ajustements drastiques que le capital leur a imposés au cours des trente dernières années, alors que les « syndicats français » - minoritaires et considérés comme faibles – ont mieux (ou moins mal) résisté ? Cette réalité nous rappelle tout simplement que des organisations de militants, toujours minoritaires par définition (l'ensemble de la classe ne peut être constituée intégralement de militants), sont capables, plus que des syndicats de « masse » (donc de non militants), d'entraîner les majorités dans les luttes.

Un autre terrain de luttes possibles pour asseoir des pouvoirs nouveaux est celui des pouvoirs locaux. Certes dans ce domaine je me garderai de généralisations rapides, soit par l'affirmation que la décentralisation est toujours une avancée démocratique, soit, à l'opposé, que la centralisation est nécessaire pour « changer le pouvoir ». La décentralisation peut être captée par les « notabilités locales », souvent non moins réactionnaires que les agents du

pouvoir central. Mais elle peut aussi, selon les stratégies mises en œuvre par les forces progressistes en lutte et les conditions locales – favorables ici, défavorables là –, compléter et remplacer des avancées dans la création de nouveaux pouvoirs populaires. La Commune de Paris l'avait compris, avec son projet de fédéralisme communal. Les communards savaient qu'ils reprenaient sur cette question la tradition montagnarde des Jacobins de 1793. Car ceux-ci, contrairement à ce qu'on dit sans réfléchir (combien de fois entendra-t-on que les « centralistes » jacobins ont parachevé l'œuvre de la Monarchie !), ont été fédéralistes (oublie-t-on la Fête de la Fédération ?). La « centralisation » a été l'œuvre ultérieure de la réaction thermidorienne, parachevée par Bonaparte.

La « décentralisation » reste un terme douteux, opposé comme un absolu à l'autre concept absolu, celui de la « centralisation ». Associer l'une et l'autre est le défi auquel les combats pour la démocratisation sont confrontés.

La question des pouvoirs multiples – locaux et centraux – est d'une importance cruciale dans les pays « hétérogènes », pour une raison historique ou une autre. Dans les pays andins et plus généralement dans l'Amérique dite latine – qui devrait être qualifiée d'Amérique indo / afro / latine – la construction de pouvoirs spécifiques (et qui dit spécifiques dit bénéficiant d'une marge d'autonomie réelle) conditionne la renaissance des nations indiennes, sans laquelle l'émancipation sociale n'a guère de sens.

Le féminisme et l'écologisme constituent tout autant des terrains de conflits entre les forces sociales engagées dans la perspective de l'émancipation globale de la société et les pouvoirs conservateurs ou réformateurs dévoués à perpétuer les conditions de la reproduction capitaliste. Il n'y a certainement pas lieu de les considérer comme des luttes « spécifiques », parce que les revendications d'apparence spécifique qu'elles promeuvent et la transformation globale de la société sont indissociables. Mais tous les mouvements qui se revendiquent du féminisme et de l'écologisme ne le voient pas ainsi.

L'articulation des luttes sur les terrains divers évoqués ici – et d'autres – appelle la construction de formes institutionnalisées de leur interdépendance. Il s'agit là encore de faire preuve d'imagination créatrice. Il n'est pas nécessaire d'attendre que la législation en vigueur le permette pour mettre en place des systèmes institutionnalisés (« informels, sinon toujours « illégaux ») par exemple de négociation sociale permanente et « obligatoire » de facto employés / patronat, par exemple de contrôle imposant la parité homme / femme, par exemple de soumission de toute décision importante d'investissement (du privé ou de l'Etat) à un examen écologique sérieux.

Des avancées réelles dans les directions proposées ici créent une dualité des pouvoirs – comme celle que Marx avait imaginée pour la longue transition socialiste au communisme, étape plus avancée de la civilisation humaine. Elles permettraient à des « élections » au suffrage universel de prendre une direction toute autre que celle que la démocratie / farce imagine. Mais ici encore les élections qui ont un sens viennent après des victoires, pas avant.

Les propositions suggérées ici – et bien d'autres possibles – ne s'inscrivent pas dans le discours dominant

concernant « la société civile ». Elles en prennent plutôt le contre-pied. Ce discours, proche des délires du « post-modernisme » à la Negri, est l'héritier direct de la tradition de l'idéologie du consensus usaméricaine, qui en a été le promoteur patenté, repris sans critique par des dizaines de milliers d'ONG et par leur représentation forcée dans les Forum Sociaux. Il s'agit d'une idéologie qui accepte le régime » (c'est-à-dire le capitalisme des monopoles) dans ce qu'il a d'essentiel. Elle remplit donc une fonction utile pour le pouvoir du capital. Elle verse de l'huile dans ses rouages. Elles promeut une « opposition » dépourvue de la capacité de « changer le monde », comme elle le prétend.

Trois conclusions

1. Le virus libéral exerce ses effets dévastateurs. Il a produit un « ajustement idéologique » qui convient parfaitement à la poursuite de l'expansion capitaliste, à son tour appelée à toujours plus de barbarie. Il a convaincu de larges majorités – y compris dans les jeunes générations – qu'il fallait se contenter de « vivre dans le présent », saisir ce que l'immédiat offre, oublier le passé, ne pas s'occuper de l'avenir, sous prétexte que l'imagination utopique peut produire des monstres. Il a convaincu que le système en place était compatible avec « l'épanouissement de l'individu » (ce qu'il n'est pas en réalité). Des formulations académiques prétentieuses prétendues « nouvelles » - les « post », post-modernisme, post-colonialisme, les études « culturelles », les élucubrations à la Negri – décernent des brevets de légitimité à la capitulation de l'esprit critique et de l'imagination inventive.

Le désarroi que la pratique de cette soumission intériorisée implique est certainement à l'origine, entre autre, du « renouveau religieux ». J'entends par là la résurgence d'interprétations religieuses et parareligieuses conservatrices et réactionnaires, « communautaristes », ritualistes. Le « monothéisme » ici convole avec le « *moneytheism* » sans problème, comme je l'ai écrit. J'exclus évidemment de ce jugement les interprétations religieuses qui mobilisent le sens qu'elles donnent à la spiritualité pour légitimer leur prise de position aux côtés de toutes les forces sociales en lutte pour l'émancipation. Mais les premières sont dominantes, les secondes minoritaires, souvent marginalisées. D'autres formulations idéologiques non moins réactionnaires compensent de la même manière le vide créé par le virus libéral : les « nationalismes » et les communautarismes ethniques ou paraethniques en constituent de beaux exemples.

2. La diversité est fort heureusement une belle réalité du monde. Mais son éloge inconsidéré est porteur de confusions dangereuses.

J'ai pour ma part proposé de singulariser les « diversités héritées » (du passé), qui sont ce qu'elles sont, et ne peuvent être reconnues comme efficaces pour le projet d'émancipation qu'après examen critique. Je propose de ne pas confondre ces diversités avec celles des formulations qui tournent leur regard vers l'invention du futur et l'émancipation. Car il y a ici également diversité, à la fois des analyses et de leurs soubassements culturels et idéologiques et des propositions de stratégies de lutte.

La première Internationale comptait dans ses rangs Marx, Proudhon, Bakounine. La cinquième Internationale devra tout autant faire de la diversité son atout. J'imagine qu'elle ne peut « éliminer », mais doit rassembler : les marxistes, eux-mêmes d'écoles diverses (y compris certaines passablement « dogmatiques »), d'authentiques réformateurs radicaux qui néanmoins préfèrent mettre l'accent sur les objectifs possibles plus rapprochés que sur les perspectives lointaines, les théologiens de la libération, les penseurs et militants qui entendent inscrire les renouveaux nationaux qu'ils promeuvent dans la perspective de l'émancipation universelle, les féministes et les écologistes qui eux également s'inscrivent dans cette perspective. La condition fondamentale permettant à ce regroupement de combattants d'œuvrer réellement pour la même cause est la prise de conscience lucide du caractère impérialiste du système en place. La 5^{ème} Internationale ne peut être que clairement anti-impérialiste. Elle ne peut se satisfaire sur ce plan des interventions « humanitaires » que les pouvoirs dominants veulent substituer à la solidarité et au soutien des luttes de libération des peuples, des nations et des Etats de la périphérie. Au-delà même de ce regroupement, des alliances larges doivent être recherchées avec toutes les forces et les mouvements démocratiques en lutte contre les dérives de la démocratie – farce.

3. Si j'insiste sur la dimension anti-impérialiste des combats à mener, c'est parce que celle-ci est la condition de la possibilité de construire une convergence entre les luttes au Nord et au Sud de la planète. J'ai déjà dit que la faiblesse – pour le moins qu'on puisse dire – de la conscience anti-impérialiste au Nord avait constitué la raison majeure des limites des avancées que les peuples des périphéries étaient parvenus à réaliser jusqu'ici, puis de leurs reculs.

La construction de la perspective de convergence des luttes se heurte à des difficultés dont il faut se garder de sous-estimer les dangers mortels.

Au Nord elle se heurte à l'adhésion encore large à l'idéologie du consensus qui légitime la farce démocratique, acceptable grâce aux effets corrupteurs de la rente impérialiste. Néanmoins l'offensive du capital des monopoles contre les travailleurs du Nord eux-mêmes, en cours, pourrait aider à une prise de conscience que les monopoles impérialistes sont bien un ennemi commun. Les mouvements en voie de déploiement et de reconstruction organisée et politisée iront-ils ici jusqu'à comprendre et faire comprendre que les monopoles capitalistes doivent être expropriés et nationalisés dans la perspective de leur socialisation ? Tant qu'on ne se sera pas rapproché de ce point de rupture, le pouvoir en dernier ressort des monopoles du capitalisme / impérialisme demeurera intact. Les défaites que le Sud pourrait infliger à ces monopoles, faisant reculer la ponction de la rente impérialiste, ne peuvent que renforcer les chances de sortie des ornières des peuples du Nord.

Mais au Sud elle se heurte toujours au conflit des expressions de la vision du futur : universalistes ou passéistes ? Tant que ce conflit ne sera pas tranché en faveur des premières, ce que les peuples du Sud pourront arracher dans leurs combats de libération demeurera fragile, limité et vulnérable.

Seules des avancées sérieuses au Nord et au Sud dans les directions indiquées ici pourront permettre au bloc

historique progressiste universaliste de prendre corps.

REFERENCES

Références qui pourraient aider le lecteur à retrouver les parcours de la formation des concepts utilisés dans ce texte.

Ouvrages récents

1. Critique de l'Air du Temps (1997)

- *Unité et mutations dans l'idéologie de l'économie politique du capitalisme*, pp. 27-46.
- *Sur détermination et sous détermination dans l'histoire des sociétés*, pp. 47-54.
- *Dépérissement de la loi de la valeur et transition au communisme*, pp. 63-85.
- *L'économie « pure » ou la sorcellerie du monde contemporain*, pp. 125-136.

English :

Spectres of capitalism, MR 1998

Unity and changes in the ideology of political economy; overdetermination or underdetermination; withering away of the law of value; pure economics, the contemporary witchcraft

2. Au-delà du capitalisme sénile (2002)

- *Le retour de la « belle époque »*, pp. 11-13.
- *Marxisme et keynésianisme historiques*, pp. 27-37....
- *Socialisation par le marché ou par la démocratie*, pp. 37-46.
- *La financiarisation, phénomène conjoncturel*, pp. 53-58.
- *Le nouvel impérialisme collectif de la triade, la militarisation de la mondialisation, l'apartheid à l'échelle mondiale*, pp. 75-110.

English :

Obsolescent capitalism, Zed 2003

Return of Belle Epoque ; Historical marxism and historical keynesianism ; Financialization, a temporary phenomenon ; The collective imperialism of the triad.

3. Le Virus libéral (2003)

- *La paupérisation et la polarisation mondiale (la nouvelle question agraire, la nouvelle question ouvrière)*, pp. 35-50.
- *L'idéologie de la modernité (la version européenne d'origine et la version nord américaine)*, pp. 62-106.

English :

The liberal Virus, Pluto 2004

Pauperization, the new agrarian question, the new conditions for the working class; ideology of modernity.

4. Samir Amin et Ali El Kenz, Le monde arabe, enjeux sociaux (2003), pages 5-71.

English :

Europe and the Arab World, 2005

Egalement : Samir Amin et Karim Mroué, *Communistes dans le monde arabe* (2006)

5. Pour un Monde multipolaire (2005)

- *Le drame des grandes révolutions*, pp. 210-211
- *Le poids de l'impérialisme, stade permanent du capitalisme, dans l'expansion mondiale du capitalisme*, pp. 211-230.

English :

Beyond US hegemony, Zed 2006

The drama of great revolutions; Imperialism and the global expansion of capitalism.

6. Pour la cinquième Internationale (2006)

(diversités héritées et diversité dans la création du futur, la convergence dans la diversité)

English :

The world we wish to see, MR 2008

Convergences in diversity.

7. *Du capitalisme à la civilisation (2008)*

- *La contribution du maoïsme*, pp. 49-53.
- *Logique formelle et dialectique matérialiste* pp. 75-77.
- *La productivité du travail social*, pp. 82-95.
- *De la loi de la valeur à la valeur mondialisée*, pp. 95-98.
- *Économie de marché ou capitalisme des oligopoles*, pp. 125-138.
- *La multitude expression maladroite du bloc hégémonique du capital*, pp. 187-193.
- *Sur le front culturel, en arrière toute*, pp. 203-209.
- *Pas de démocratie sans progrès social*, pp. 210-222.

English :

From Capitalism to civilisation ; Tulika 2010

Contribution of Maoism; Formal logics or materialistic dialectics; Productivity of social labour; the globalized law of value; Market economy or capitalism of the oligopolies; critique of the multitude; On the cultural front, full speed backward; No democracy without social progress

8. *L'Éurocentrisme, Modernité, Religion, Démocratie, Critique de l'eurocentrisme, critique des culturalismes (2008).*

- *Raison et émancipation*, pp. 9-19.
- *Flexibilité des interprétations religieuses*, pp. 19-42.
- *Hellénisme, Christianisme, Islam, Bouddhisme, Confucianisme*, pp. 101-137.

English :

Eurocentrism, modernity, religion and democracy ; MR 2009

Reason and emancipation; the flexibility of religions; Hellenism, Christianity, Islam, Buddhism, Confucianism.

9. *L'Éveil du Sud (2008)*

Réponses du Sud aux défis : le monde arabe, du nationalisme radical à l'Islam politique ; Néocolonialismes et socialismes africains ; L'Asie entre le capitalisme triomphant et l'impasse ; L'Amérique latine : fin de la doctrine Monroe ? , Le monde du socialisme réellement existant.

10. *La crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ? (2009)*

D'une crise à l'autre ; la financiarisation ; l'accumulation par dépossession ; les réformes foncières nécessaires ; humanitarisme ou internationalisme

English :

Ending the crisis of capitalism or ending capitalism ; Pambazuka 2011

From one long crisis to the other; accumulation by dispossession; Humanitarianism or internationalism of peoples?

11. *La loi de la valeur mondialisée (2011)*

La rente des monopoles, la rente impérialiste, aux origines de Bandung

English :

The law of value worldwide, MR 2010

The monopoly rent, the imperialist rent; At the origins of Bandung (pages 121 and fol).

12. *Dé légitimer le capitalisme (2011)*

La financiarisation indissociable du capitalisme des monopoles

13. *Demba Moussa Dembélé, Samir Amin, intellectuel organique au service de l'émancipation du Sud (2011)*

- La trajectoire historique du capitalisme (chap 12)*
- Pour une histoire authentiquement globale (chap 15)*
- Initiatives indépendantes du Sud (chap 17)*

14. *Le monde arabe dans la longue durée , le printemps arabe (2011)*

15. *English only :*

Global History, a view from the South ; Pambazuka 2011

Références plus anciennes

Samir Amin, André Gunder Frank, *Réflexions sur la crise économique mondiale, n'attendons pas 1984* (1978).
Classes et Nations (1979)

– *Les formations communautaires*, p. 46 et suivantes.

– *Les formations tributaires*, p. 54 et suivantes.

– *Réflexions sur la transition d'un mode à l'autre : « révolution ou décadence »*, pp. 238-245

English :

Let's not wait for 1984, in , *Reflections on the world economic crisis*, MR Press 1981

Class and Nation ; MRPress 1980

Communitarian social formations, tributary social formations ; Transitions : decadence or revolutions.

Articles majeurs récents

Reuves :

Marx et la démocratie ; *La Pensée*, n° 328, 2001.

Cinquante ans après Bandung ; *Recherches Internationales* n° 73 – 04, 2004.

Empire et Multitude ; *La Pensée* n° 343, 2005.

Vers une théologie islamique de la libération ; *La Pensée* n°342 , 2005

L'Islam, une théocratie sans projet social, *La Pensée*, n° 351, 2007

Pour des initiatives indépendantes des pays du Sud, *Utopie critique*, n°50, 2010

Capitalisme transnational ou impérialisme collectif ? ; *Recherches Internationales*, n°89, 2011

L'internationale de l'obscurantisme ; *Contradictions*, déc 2011

English :

Spectres of capitalism, MR may 1998

History conceived as an eternal cycle, *Review*, n°3, 1999

Post maoist China, *Review* n°4, 1999

Imperialism and globalization, MR june 2001

Confronting the Empire, MR aug 2003

US imperialism, Europe and the Middle East, MR n°6, 2004

Empire and Multitude, MR nov 2005

China, market socialism and US hegemony, *Review* n°3, 2005

Samir Amin interviewed by A A Dieng, *Development and Change*, n°6, 2007

Political Islam in the service of imperialism, MRdec 2007

Market economy or oligopoly finance capital? , MR april 2008

Seize the crisis, MR dec 2009

Capitalism and the ecological footprint, MR oct 2009

The trajectory of historical capitalism, MR feb 2011

Sites web :

Critique du Rapport Stiglitz, Les réponses du Nord à la crise, Doc Français et anglais, site Pambazuka, 2009 et 2010 ;

Autres auteurs cités

Elmar Altvater, *The Plagues of Capitalism*, 2008.

Luciana Castellina, présentations orales.

Étiemble, *L'Europe chinoise*, 1988.

Isabelle Garo, *Marx, un critique de la Philosophie*, 2000.

Rémy Herrera, *Les expériences révolutionnaires de l'Amérique latine*

Rémy Herrera, *Un autre capitalisme n'est pas possible*, Syllepse

François Houtart, *Dé légitimer le capitalisme* ; ed Colophon , Bruxelles 2005

François Houtart, *Les agro carburants, solution pour le climat ou sortie de crise pour le capitalisme ?*

Couleur Livre, Charleroi, 2009.

François Houtart, *El concepto de Sumak Kwasai (Buen vivir)*

Ernesto Laclau, *On populist reason*; Verso, 2007

Rudolf Rocker, *Nationalisme et culture* ; ed Libertaires, 2008

(la réforme protestante, pages 103-117)

Rafael Uzcatégui, *Le Venezuela, révolution ou spectacle ?*; Spartacus 2011

Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Seuil 1999

Merci à [Pambazuka News](#)

Source: <http://www.pambazuka.org/fr/category/features/74822/print>

Date de parution de l'article original: 11/07/2011

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6413>
